

## MAROC

## Rabat, inquiet de l'activisme chiite, dénonce un «manque de respect» iranien

**Le Maroc s'inquiète d'un activisme chiite croissant sur son territoire et dénonce le «manque de respect» de l'Iran qui, selon le ministre des Affaires étrangères Taïeb Fassi Fihri, porte l'entière responsabilité de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.**

Dans une interview exclusive à l'AFP, M. Fassi Fihri fustige le prosélytisme d'associations marocaines œuvrant à développer l'islam chiite dans le pays avec l'appui de Téhéran. «Le Maroc ne peut pas accepter qu'on mène (sur son territoire) des actions de ce genre, directement ou indirectement, ou via de soi-disant ONG», déclare-t-il, critiquant une «atteinte aux fondamentaux» du royaume chérifien et au «ciment» du malékisme, l'école sunnite modérée qui y prévaut. Selon le ministre, «le Maroc n'est pas le seul à subir» cet activisme iranien, «également relevé en Afrique sub-saharienne, dans d'autres pays musulmans» et même en Europe. Une partie de la

communauté marocaine en Belgique a fait l'objet d'«actions» iraniennes du même type, a d'ailleurs récemment affirmé le porte-parole du gouvernement marocain Khalid Naciri. Les propos du chef de la diplomatie font suite à une virulente sortie de son ministère, consécutive à la décision du Maroc de rompre le 6 mars ses relations avec l'Iran. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères marocain avait dénoncé l'«activisme avéré des autorités de ce pays, et notamment de sa représentation diplomatique à Rabat». «Ce type d'actions structurées et soutenues constituent une ingérence intolérable dans les affaires intérieures du royaume et sont contraires aux

règles et à la déontologie de l'action diplomatique», disait-il. Le chef de la diplomatie marocaine refuse pour autant de lier la casure avec Téhéran au prosélytisme chiite que lui reproche le royaume. Le Maroc «aurait pu continuer à vivre comme ça». «Cela restait gérable avec le maintien d'une activité diplomatique et de relations commerciales (entre les deux pays), moyennant un certain degré de vigilance», affirme M. Fassi Fihri. Officiellement, la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran fait suite à des critiques jugées «inopportunes» de la République islamique contre le soutien du Maroc à Bahreïn. Les relations entre Téhéran et Bahreïn s'étaient tendues après une déclaration de l'ancien président du Parlement iranien Ali Akbar Nateq Nouri, qui avait qualifié Bahreïn de «14<sup>e</sup> province iranienne» historique. «Quand l'Iran a ciblé le Maroc et

seulement le Maroc, nous n'avons pas compris», déclare Taïeb Fassi Fihri. Avant de rompre les relations, Rabat avait dans un premier temps rappelé en consultations fin février son chargé d'affaires à Téhéran. «Nous avons donné une chance et le temps (aux Iraniens) pour qu'ils s'expliquent mais n'avons pas reçu de réponse. Il y a eu manque de respect», estime aujourd'hui le ministre. Les relations entre Rabat et Téhéran n'ont jamais été très sereines et avaient déjà été rompues en 1979, après le renversement du shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. Elles avaient été rétablies en 1991 et l'Iran est aujourd'hui l'un des principaux clients du phosphate marocain ainsi que l'un des principaux fournisseurs du royaume en pétrole. Les échanges commerciaux entre les deux pays tourneraient autour d'un milliard de dollars.

## PAKISTAN

## Assigné à résidence, Nawaz Sharif défie le pouvoir

**Le principal leader de l'opposition pakistanaise, Nawaz Sharif, a défié hier le gouvernement qui l'a assigné à résidence, en sortant de chez lui pour rejoindre des milliers de ses partisans et les appeler à aller manifester aujourd'hui à Islamabad.**

Ce nouveau coup d'éclat de l'ancien Premier ministre, à la tête d'une fronde contre le président Asif Ali Zardari, aggrave encore la crise qui ébranle le fragile gouvernement civil du Pakistan, au pouvoir depuis un an. Assigné à résidence pour trois jours hier dans sa villa de Lahore, dans l'est du pays, Nawaz Sharif en est sorti quelques heures plus tard pour haranguer la foule de ses partisans. «Venez me rejoindre. Je quitte ma maison. L'heure est venue de marcher main dans la main. Ils ne peuvent nous arrêter», a-t-il lancé, avant de quitter les lieux à bord de son 4X4, escorté par une garde rapprochée, pour traverser la ville. Un immense cortège, rassemblant 10 000 personnes selon un responsable des services de renseignement, s'est formé sur son passage, agitant des portraits de Nawaz Sharif et des drapeaux verts de son parti, la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N). Des

scènes d'émeutes avaient éclaté un peu plus tôt à Lahore, les plus graves depuis le début il y a trois semaines de cette vague de protestation, quand la police a tenté de disperser les manifestants par des jets de grenades lacrymogènes. Ce mouvement est né d'une bataille des avocats et partis d'opposition pour l'indépendance de la justice, qui espèrent rassembler aujourd'hui à Islamabad des dizaines de milliers de manifestants. La capitale a été transformée en camp retranché, ses accès ainsi que l'avenue menant à la présidence barrés par des conteneurs de marchandises. Le mouvement s'est amplifié depuis que la Cour suprême a rendu le 25 février un verdict excluant de fait de la vie publique Nawaz Sharif ainsi que son frère Shahbaz, jusque-là chef du gouvernement de la province du Pendjab, dont Lahore est la capitale. Le gouvernement civil, visiblement débordé par l'ampleur du mouvement, a tenté de l'étouffer, faisant arrêter dans la semaine plus d'un millier d'opposants, interdisant les rassemblements et dressant des barrages à travers le pays. Mais ni ces mesures, ni les menaces de poursuites pour «sédition» à l'encontre des frères Sharif, ni

des concessions annoncées samedi par la présidence n'ont permis de désamorcer la crise. «J'avertis les autorités qu'elles doivent lever tous les obstacles sur le trajet de notre "longue marche", sans quoi la population le fera elle-même», a lancé hier Nawaz Sharif. Les opposants réclament le retour en fonction de juges destitués en 2007 par le régime militaire, en particulier l'ancien président de la Cour suprême, Muhammad Iftikhar Chaudhry, et dénoncent l'attitude du président Zardari qui n'a pas respecté ses promesses en ce sens. Les alliés occidentaux du Pakistan, à commencer par Washington, ont tenté de faire pression sur le gouvernement pour qu'il trouve une solution négociée, inquiets des conséquences potentiellement désastreuses d'une déstabilisation de ce pays, puissance nucléaire musulmane et foyer de terrorisme islamiste, dirigé par l'armée pendant près de la moitié de ses 62 ans d'existence. «La situation devient chaotique. Il semble que la violence va l'emporter et pousser l'armée à intervenir à un moment ou à un autre», s'inquiétait hier le général à la retraite et analyste Talat Masood.

## PRÉSIDENTIELLE AU SALVADOR

## L'ex-guérilla espère vaincre la droite

**Les Salvadoriens votaient hier, à l'occasion d'une présidentielle au cours de laquelle le parti de l'ancienne guérilla espère l'emporter sur la droite au pouvoir depuis 20 ans.**

Le scrutin oppose Mauricio Funes de l'ancienne rébellion du front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) au candidat de la droite représentée par Rodrigo Avila. Le président conservateur sortant Elias Antonio Saca est absent du scrutin, car la Constitution lui interdit deux mandats successifs. Un succès de M. Funes constituerait un revirement historique dans ce petit pays d'Amérique centrale, car il marquerait une victoire de l'ancienne guérilla par les urnes contre le camp conservateur qui l'avait vaincue en 1992, grâce à l'appui de Washington, après une guerre civile de douze ans qui a fait 75 000 morts. Les 9 543 bureaux ont ouvert à 7h locales (13h GMT), pour un peu plus de 4,3 millions

d'électeurs. La précédente élection présidentielle, le 21 mars 2004, avait été marquée par une participation élevée de 67,34 %. «Je déclare le scrutin ouvert. Nous invitons tous les Salvatoriens à voter», a déclaré le président du Tribunal suprême électoral (TSE), Walter Araujo, lors d'une cérémonie officielle à San Salvador en présence du corps diplomatique et des représentants des observateurs internationaux de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation des Etats américains (OEA). Le TSE devrait annoncer les premiers résultats vers 20h (lundi 2h GMT). Les Etats-Unis sont d'autant plus attentifs que le FMLN a déjà gagné les législatives de janvier dernier. Des parlementaires ont évoqué, par écrit, des «menaces potentielles» pour les «intérêts de sécurité nationale» des Etats-Unis, dans le cas d'une victoire de la gauche, qui rapprocherait le Salvador de leur bête noire dans la région, le président vénézuélien

Hugo Chavez. Depuis l'intervention décisive de Washington contre la guérilla, le Salvador est «américanisé», avec une économie «dollarisée» au sens propre du terme, puisque le billet vert est devenu la monnaie nationale. Le Salvador, qui vient de rapatrier d'Irak le contingent de 200 militaires qu'il y avait envoyé, voici cinq ans et demi, a été le seul pays d'Amérique latine à être resté dans le pays jusqu'à la fin du mandat de l'ONU, le 31 décembre dernier. Certes, le prochain président du Salvador, qui sera officiellement investi le 1<sup>er</sup> juin prochain, ne pourra gouverner seul, car le FMLN, désormais première formation à l'Assemblée, n'y a pas la majorité absolue. Il devra donc composer en nouant des alliances avec les partis minoritaires, comme c'était déjà le lot de M. Saca. M. Funes, 49 ans, ancien journaliste vedette de la télévision et correspondant de la station américaine CNN, a promis que, s'il l'emportait, le

Salvador demeurerait un allié de Washington. Il a ajouté qu'il ne voyait pas de raison à ne pas «s'entendre» avec le président Barack Obama, dont l'Amérique latine attend un nouveau dialogue avec les Etats-Unis. Le candidat du président Saca, son ancien directeur de la Police nationale, Rodrigo Avila, un ingénieur de 44 ans, a martelé tout au long de sa campagne qu'une victoire de son rival ferait «basculer le Salvador dans le camp du Venezuela de Hugo Chavez». Elle ouvrirait la porte au «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle», préconisé par le président vénézuélien, a-t-il répété, soulignant que c'était déjà le cas au Nicaragua de Daniel Ortega et au Honduras de Manuel Zelaya. «La gauche que je représente est la gauche salvadorienne» et le FMLN a «évolué», a répondu M. Funes. L'ex-guérilla tient compte des «exigences de l'époque» et a choisi pour slogan le «changement dans la sécurité», a-t-il répété.

## SELON

LE PANCHEN LAMA  
Pas de liberté au Tibet sans le Parti communiste chinois

Le Tibet «n'aurait jamais connu» la paix et «la liberté sans le Parti communiste chinois», a affirmé la seconde figure spirituelle du Tibet après le dalaï-lama, le panchen lama, désigné en 1995 par Pékin et dont les propos étaient rapportés hier par la télévision d'Etat. «Les faits prouvent que sans le Parti communiste chinois, plus d'un million de serfs n'auraient jamais connu la dignité humaine et la liberté», a assuré le panchen lama, Gyaincain Norbu, selon la télévision publique. «Les habitants du Tibet devraient chérir la prospérité et le bonheur dont ils jouissent aujourd'hui, cela n'a pas été facile», a ajouté le jeune homme d'une vingtaine d'années, toujours selon la télévision.

Le panchen lama s'exprimait à l'occasion d'une visite à Pékin d'une exposition «sur les progrès démocratiques et économiques apportés par le Parti communiste au Tibet depuis la fin du féodalisme il y a 50 ans».

Cette exposition coïncide avec le 50<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de Lhassa contre la présence chinoise dans la région himalayenne qui a provoqué la fuite en exil en Inde du dalaï-lama, figure spirituelle révérée par les Tibétains. Défiant une ancienne tradition bouddhiste, Gyaincain Norbu avait été désigné comme panchen lama en 1995 par Pékin, qui avait rejeté le jeune garçon choisi peu auparavant par le dalaï-lama pour être la réincarnation du 11<sup>e</sup> panchen lama. L'élu du dalaï lama, Gedhun Choekyi Nyima, alors âgé de six ans, avait immédiatement disparu de la vie publique pour être placé au secret. Il vivrait aujourd'hui en résidence surveillée. Les partisans de la cause tibétaine l'ont longtemps désigné comme «le plus jeune prisonnier politique du monde».

## ITALIE

Trois cents  
immigrés  
débarquent sur  
les côtes italiennes  
en moins de 24 h

Environ 300 immigrés clandestins sont arrivés depuis samedi soir dans l'archipel des Pélages, où se situe la petite île de Lampedusa (extrême-sud de l'Italie), a-t-on appris hier auprès de la capitainerie de Palerme. «Ce matin, une embarcation avec à son bord 68 migrants, dont 13 femmes a été interceptée au large de Lampedusa. La veille au soir, une barque transportant 69 personnes, dont 16 femmes et un enfant, est arrivée sur l'île», a indiqué à l'AFP un responsable de la capitainerie. Deux clandestins ont été hospitalisés en raison de problèmes respiratoires, selon l'agence Ansa. Par ailleurs, deux autres embarcations avec à leur bord 82 et 77 migrants ont débarqué hier matin sur la petite île de Linosa, à 42 km au nord-est de Lampedusa, a indiqué la capitainerie. Mercredi, une embarcation avec 332 immigrés clandestins était arrivée à Lampedusa. L'Italie a vu débarquer sur ses côtes 36 900 immigrés en 2008, un chiffre en hausse de 75% par rapport à 2007, selon le ministère italien de l'Intérieur.